

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 55

Pouvoirs : 11

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2019 A 20H00

Délibération CT2019/11/05-23 – Approbation du protocole d'engagements renforcés et réciproques (PER)

Rapporteur : Brigitte MARSIGNY, 6^{ème} Vice-présidente

DATE DE CONVOCATION : 30 octobre 2019

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader (pouvoir à DELORMEAU Christine), BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale (pouvoir à KLEIN Olivier), CADORET Henri, CARBONNELLE Serge, DALLIER Philippe (pouvoir à COPPI Katia), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GUILBERT Georges, HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à TAYEBI Samira), METTEIL Magali (pouvoir à DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud), PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à FICCA Grégory), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à GAUTHIER Christine), THIBAUT Magalie, VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Franck BARTH.

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-23-
DE
Date de télétransmission : 12/11/2019
Date de réception préfecture : 12/11/2019

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-2 et L. 1811-2, L. 5219-2 et suivants,

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

VU la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018, de finances pour 2019, notamment son article 181,

VU la circulaire du 22 janvier 2019, relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers,

VU le contrat de ville de Clichy-sous-Bois et Montfermeil signé le 5 juillet 2015 entre les Villes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, l'Etat, la Région, le Département, la Communauté d'agglomération de Clichy-sous-Bois / Montfermeil, l'Agence régionale de santé, la Caisse des dépôts et consignations, la Chambre de commerce et d'industrie, le Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales et les organismes HLM,

VU le contrat de ville de Rosny-sous-Bois signé le 9 octobre 2015 entre la Ville de Rosny-sous-Bois, l'Etat, la Région, le Département, l'Agence régionale de santé, la Caisse des dépôts et consignations, la Chambre de commerce et d'industrie, le Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales et les organismes HLM,

VU le contrat de ville de Villemomble signé le 9 novembre 2015 entre la Ville de Villemomble, l'Etat, la Région, le Département, l'Agence régionale de santé, la Caisse des dépôts et consignations, la Chambre de commerce et d'industrie, le Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales et les organismes HLM,

VU le contrat de ville de Gagny signé le 23 novembre 2015 entre la Ville de Gagny, l'Etat, la Région, le Département, l'Agence régionale de santé, la Caisse des dépôts et consignations, la Chambre de commerce et d'industrie, le Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales et les organismes HLM,

VU le contrat de ville de Neuilly-sur-Marne signé le 16 décembre 2015 entre la Ville de Neuilly-sur-Marne, l'Etat, la Région, le Département, l'Agence régionale de santé, la Caisse des dépôts et consignations, la Chambre de commerce et d'industrie, le Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales et les organismes HLM,

VU le contrat de ville de Noisy-le-Grand signé le 17 décembre 2015 entre la Ville de Noisy-le-Grand, l'Etat, la Région, le Département, l'Agence régionale de santé, la Caisse des dépôts et consignations, la Chambre de commerce et d'industrie, le Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales et les organismes HLM,

VU la délibération n°CT2016/09/27-05 en date du 27 septembre 2016 portant avenant au contrat de ville de Rosny-sous-Bois,

VU la délibération n°CT2019/04/16-25 en date du 16 avril 2019 portant avenant au contrat de ville de Clichy-sous-Bois et Montfermeil,

Accusé de réception en préfecture 093-200058790-20191112-CT2019-11-05-23- DE Date de télétransmission : 12/11/2019 Date de réception préfecture : 12/11/2019
--

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

VU la délibération n°CT2019/04/16-26 en date du 16 avril 2019 portant avenant au contrat de ville de Gagny,

VU la délibération n°CT2019/04/16-27 en date du 16 avril 2019 portant avenant au contrat de ville de Noisy-le-Grand,

VU la délibération n°CT2019/04/16-28 en date du 16 avril 2019 portant avenant au contrat de ville de Neuilly-sur-Marne,

VU la délibération n°CT2019/04/16-29 en date du 16 avril 2019 portant avenant au contrat de ville de Villemomble,

CONSIDÉRANT que les contrats de ville sont prolongés jusqu'en 2022,

CONSIDÉRANT que le protocole d'engagements renforcés et réciproques a valeur d'avenant aux contrats de ville de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, Rosny-sous-Bois, Villemomble, Gagny, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand,

CONSIDÉRANT que le protocole d'engagements renforcés et réciproques modifie les piliers « développement économique et emploi » des contrats de ville de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, Rosny-sous-Bois, Villemomble, Gagny, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand,

CONSIDÉRANT que le protocole d'engagements renforcés et réciproques modifie les volets éducatifs des contrats de ville de Clichy-sous-Bois et Montfermeil et de Rosny-sous-Bois,

CONSIDÉRANT que le Comité de pilotage du 6 septembre 2019, composé des représentants de l'Etat, de l'Etablissement public territorial et des villes, a approuvé les axes stratégiques et les objectifs opérationnels inscrits au protocole,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

APPROUVE le protocole d'engagements renforcés et réciproques, ci-annexé.

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer le protocole d'engagements renforcés et réciproques.

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents découlant du protocole d'engagements renforcés et réciproques : programmations annuelles, conventions, et tout autre document nécessaire à la bonne mise en œuvre des dispositions prévues au protocole.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/11/2019.

Affiché - Notifié le **12 NOV. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-23-
DE
Date de télétransmission : 12/11/2019
Date de réception préfecture : 12/11/2019